

**Pour la Solidarité**

*Plus qu'un Think Tank, votre partenaire européen !*

# Rapport d'activité 2012



## INFORMATIONS PRATIQUES

Think Tank européen *Pour la Solidarité* ASBL

Rue Coenraets 66

B-1060 Bruxelles

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

[info@pourlasolidarite.eu](mailto:info@pourlasolidarite.eu)

Tél: +32 2 535 06 88

Fax: +32 2 539 13 04

Banque: 001-38774204-03

BE: 21 00 13 87 42 03

BIC: GEBABEBB

*Pour la Solidarité, plus qu'un think tank européen classique, offre une large gamme de services liés au secteur de la solidarité.*

*Il promeut l'économie sociale, des politiques durables et l'engagement des citoyens dans les processus de prise de décisions.*





**De 2012 à 2013...** L'année 2012 fut, à de nouveau, marquée par la persistance de la crise économique, sociale et financière. Sur ce point, l'Europe s'est montrée décevante de léthargie, alors même que l'actualité exigeait des réactions fortes, globales et collectives, il fallut, au contraire, se contenter d'initiatives isolées – et parfois contradictoires – des Etats membres... Pourtant, il est évident que l'Europe est indispensable, car nos pays pèsent trop peu séparément face aux grandes puissances historiques ou émergentes. Face à la crise, lancinante depuis maintenant près de 4 ans, les enjeux de croissance et de lutte contre les inégalités restent des impératifs majeurs pour permettre un avenir décent pour toutes et tous.

Les acteurs de la solidarité européenne ont l'**espoir** que l'Europe réponde enfin à leurs attentes maintes fois exprimées d'une volonté politique des Etats de relance économique pour endiguer la crise et répondre à l'enjeu de la création d'emploi pour tous. L'élection présidentielle française, les élections régionales allemandes et les élections municipales en Grande-Bretagne et en Italie sont de bon augure pour représenter politiquement les forces sociales portant l'Europe solidaire. L'austérité ambiante semble enfin prête à être contrée par un discours politique porteur de croissance et d'emploi.

Toutefois, il subsiste de lourdes **craintes** face à la pesanteur économique et politique qui accable les populations européennes. L'UE ressemble trop au Titanic, avec dans le rôle de l'orchestre, une Commission européenne qui continue à proclamer le crédo libéral, pourtant tant décrié comme le fondement même de la crise économique et financière que nous subissons toujours aujourd'hui. A quand un discours offensif des institutions européennes pour une véritable relance sélective, basée sur les secteurs porteurs d'emploi pour toutes et tous, et sur les filières s'activant pour un environnement de qualité ?

En ce qui nous concerne, nous continuons plus que jamais notre engagement pour une Europe de la solidarité. Notre objectif n'est pas de l'ordre du discours,

mais bien d'aider concrètement les acteurs qui agissent directement pour ceux qui subissent le plus les crises.

Ce que Pour la Solidarité a comme ambition, c'est de **transformer les défis d'aujourd'hui en ressources de demain !**

Grâce à vous, nous avons atteint nos objectifs en 2012. Nous aurons encore besoin de votre collaboration en 2013, afin de contribuer ensemble à un monde plus juste et plus solidaire.

Solidairement,

Denis Stokkink

# TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DE PLS	9
AFFAIRES SOCIALES	17
ÉCONOMIE SOCIALE	29
DIVERSITÉ & RSE	43
PARTICIPATION CITOYENNE	51
DEVELOPPEMENT DURABLE & TERRITORIAL	59
PLS & LES MEDIAS	67



# PRÉSENTATION DE PLS

Pour la Solidarité (PLS), est un Think Tank européen qui a pour principale ambition de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes par le développement d'un réseau de compétences entre les cinq principaux acteurs clés que sont les entreprises, les pouvoirs publics, les syndicats, les associations et les chercheurs. Il s'agit de faire travailler ensemble ceux qui identifient et analysent les bonnes pratiques et ceux qui sont en mesure de faciliter leur mise en œuvre et de les disséminer.

Ainsi, notre Think Tank entend jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une **Europe solidaire** et porteuse de **cohésion sociale**.

Dans un souci de clarification, nos activités sont réparties en trois grands domaines de compétences : Ressources, Expertise-Conseil, Reliance.

## « RESSOURCES » : DONNER AUX ACTEURS LES CLÉS DE COMPRÉHENSION NÉCESSAIRES

pour appréhender l'environnement européen dans lequel ils évoluent. Depuis sa création, PLS a cherché à développer avec ses partenaires des relations durables, notamment pour apporter une dimension européenne à leurs activités. Plusieurs grandes structures d'économie sociale nous font confiance et en particulier le Groupe Chèque Déjeuner, l'Association des Paralysés de France (APF), le CNCRES, la FNMF ainsi que Chorum-Cides. Dans le cadre de notre mission de formation et d'information, nous proposons à nos partenaires une série d'outils d'accompagnement sur les enjeux européens :

### Des newsletters

- › **Le Téléx**, envoyé chaque mois, à près de 15.000 acteurs socio-économiques.
- › **Plusieurs newsletters** liées à nos thématiques de travail.

### Des sites Internet

- › **Un site général** reprend l'ensemble des activités - [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)
- › **Plusieurs sites Internet thématiques** : [www.ess-europe.eu](http://www.ess-europe.eu) ; [www.diversite-europe.eu](http://www.diversite-europe.eu) ; [www.beingcitizen.eu](http://www.beingcitizen.eu) ; [www.logementdurable.eu](http://www.logementdurable.eu)...

### Des publications et travaux de recherches

- › **Les Cahiers de la Solidarité** approfondissent des questions d'actualité en analysant les pratiques innovantes et alternatives détectées au sein de l'Union européenne et en consultant les acteurs clés du domaine étudié.
- › **Les Working papers** font le point de manière synthétique et accessible sur des concepts et enjeux qui influenceront l'avenir des citoyens européens. Ils sont téléchargeables gratuitement sur le site internet de PLS.

### Des événements thématiques

- › **Les Midis de la Solidarité** – offrent l'opportunité aux participants de se faire leur propre opinion en écoutant les expertises de différents praticiens et experts et de manière interactive en participant au débat qui conclut chaque rencontre.

### **« EXPERTISE - CONSEIL »**

*Etre un point d'appui sur les thématiques de la solidarité en Europe.*

*Réalisation d'études, de supports de diffusion sur l'information européenne, organisation d'événements de dissémination*

- › **Consultance et formations** ; Accompagnement d'entreprises et de collectivités publiques : le soutien stratégique aux entreprises et structures d'économie sociale se fait à la fois par un accompagnement de fond sur l'UE, par les veilles et les formations, mais aussi par un accompagnement plus spécifique pour permettre un positionnement européen de nos différents partenaires. Ainsi, PLS soutient ses partenaires dans le montage de projets cofinancés par les institutions européennes (Fonds structurels & Programmes d'action communautaire) ; dans la conciliation entre la vie au travail et la vie hors travail, dans la rédaction d'étude, l'organisation de rencontres de travail avec les spécialistes européens du sujet,...

### **« RELIANCE »**

*être une interface d'échanges de bonnes pratiques et de dialogue*

- › **Mise en réseau** de structures et d'acteurs ciblés européens;
- › **Organisation de journées de rencontre, de visites privilégiées** entre acteurs de terrain et décideurs européens ;
- › **Valorisation de personnes ressources et d'actions spécifiques** lors de l'organisation de séminaires et conférences.

## DES THÉMATIQUES STRATÉGIQUES POUR ATTEINDRE SON OBJECTIF:

*PLS s'est engagé, depuis sa création, dans des enjeux de société et d'avenir*

- › **Les Affaires sociales** : les politiques d'emploi solidaire, l'entrepreneuriat social, la libéralisation européenne des services sociaux d'intérêt général, ...
- › **L'Economie sociale** : accompagnement de structures d'économie sociale, Services à la Personne à finalité sociale
- › **La diversité et la RSE** : les politiques de diversité, l'égalité hommes-femmes, le dialogue interculturel, ...
- › **La citoyenneté et la démocratie participative** : la société civile organisée, l'engagement citoyen, le rôle des associations, ...
- › **Le développement durable territorial** : le logement durable, la politique de la ville, l'écologie sociale, les nouveaux métiers de la ville, ...

## UNE ÉQUIPE

- › **Denis Stokkink** : Président de la Fondation, économiste et ancien conseiller ministériel. Il est spécialisé dans les affaires sociales et en matière d'emploi et d'économie sociale et solidaire. Il possède une grande expérience du monde associatif et est à l'initiative de la création de la Fondation pour la Solidarité. Au sein de la structure, il supervise l'ensemble des analyses et études réalisées.
- › **Françoise Kemajou** : Issue du monde associatif, son parcours professionnel dans le secteur lui a permis de développer une expérience pointue en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes, d'immigration et d'inclusion numérique. Au sein de la structure, elle coordonne les dossiers liés à la cohésion sociale et plus particulièrement à la diversité, la responsabilité sociale des entreprises et l'égalité des chances. En 2012, Françoise Kemajou s'est consacrée au projet **Mentor U**, <http://mentoru.be> : actions de parrainage de chercheurs d'emplois par des employés d'entreprises, accroissant ainsi leurs chances sur le marché du travail et leur permettant d'élargir leur réseau social.
- › **Nadia Brahmia** : Au sein de la structure, elle est en charge du suivi de l'Éducation Permanente, elle assure un support logistique auprès des membres de l'équipe, chargés des projets transnationaux cofinancés par la Commission européenne et elle assure les travaux quotidiens de secrétariat.
- › **Magda Tancau** : Coordinatrice des projets européens, chargée de projet recherche, Magda Tancau coordonne également des projets dans le domaine de la démocratie participative, de la participation des organisations de la société civile dans l'élaboration des politiques des processus. Au sein de PLS, elle est en charge de la préparation et de la soumission de proposition visant les décideurs politiques, notamment en 2012, des programmes européens « Europe pour les citoyens », « Programme cadre 7 », « Progress ».
- › **Céline Brandeleer** : Coordinatrice d'équipe, chargée de projets « Citoyenneté » et « Développement durable ». Politologue de formation, Céline Brandeleer

s'est spécialisée dans le développement de la citoyenneté européenne et de la participation sociale et politique, notamment des personnes d'origine étrangère. En 2012, elle a coordonné le projet européen « Access to Rights and Civil Dialogue for ALL », projet visant à la promotion de la citoyenneté de migrants intra-communautaires dans cinq pays européens. Elle se consacre également à l'analyse des politiques des villes et plus particulièrement aux questions de mobilité urbaine et du logement, sujet pour lequel elle est en charge de l'Observatoire du logement durable [www.logementdurable.eu](http://www.logementdurable.eu), plate-forme électronique sur le logement durable en Europe, où elle développe les aspects sociaux, environnementaux et économiques des villes et du logement.

- › **Dominique Vincke** : Licenciée en économie, spécialisation « gestion publique de l'environnement », son expérience professionnelle s'est essentiellement faite dans le milieu associatif non marchand (ONG). Sa fonction de Directrice finances et administration au sein de PLS, lui permet de travailler en collaboration avec le Président et est de ce fait en charge de la gestion financière et budgétaire de l'association ainsi que de la gestion administrative du personnel.
  
- › **Elise Dubetz** : Politologue de formation et diplômée d'études européennes, elle est chargée de projet à PLS, spécialisée dans les thématiques d'économie sociale, d'inclusion, d'insertion socioprofessionnelle et de budget de l'UE. Au sein de la structure, elle mène des travaux de recherche, participe à des projets transnationaux, organise des formations aux politiques européennes et fait de la veille politique en matière d'économie sociale. En 2012, elle a aussi participé au lancement et à l'alimentation de l'« Observatoire européen de l'entrepreneuriat social et de l'Economie Sociale et Solidaire » : [www.ess-europe.eu](http://www.ess-europe.eu).
  
- › **Fanny Cools** : a étudié les sciences politiques et s'est ensuite spécialisée dans les politiques européennes. Au sein de PLS, elle se consacre d'une part, aux affaires sociales et traite plus particulièrement des politiques du vieillissement et des services à la personne. Elle développe d'autre part, plusieurs projets liés à la diversité et la responsabilité sociale des entreprises. Dans ce cadre,

elle est en charge de l'« Observatoire européen de la Diversité », [www.diversite-europe.eu](http://www.diversite-europe.eu) plateforme électronique européenne sur la diversité et la RSE en Europe. Elle participe également à plusieurs projets visant à réinsérer les demandeurs d'emploi sur le marché du travail à Bruxelles.

- › **Sanjin Plakalo** : Diplômé en politiques économiques et sociales, chargé de projets au sein de PLS, il coordonne deux projets européens : « Orienter Autrement » (ORA), projet axé sur l'orientation socioprofessionnelle des personnes en situation de handicap : [www.projetora.eu](http://www.projetora.eu) ; « Art for All » projet portant sur l'art et le handicap. Par ailleurs, il se consacre également à l'analyse de la société en transition et du développement durable qui fera l'objet d'une étude publiée courant 2013.
  
- › **Olivier Hargot** : Diplômé de la Haute Ecole « Groupe ICHEC », Olivier Hargot est titulaire d'un Bachelor en Communication et en graphisme. Au sein de PLS, il est en charge du développement des outils de communication.



# AFFAIRES SOCIALES

*L'année 2012 fut l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle. Ceci vient nous de rappeler que la cohésion sociale est une condition essentielle à la garantie de la démocratie puisqu'elle tend à enrayer les facteurs de division et le risque d'exclusion. Convaincus de la nécessité d'une croissance inclusive, PLS poursuit comme chaque année des travaux portant sur l'intégration sur le marché du travail : senior, migrants, personnes handicapées, migrants,...*

## VIEILLISSEMENT & SERVICE À LA PERSONNE

### Conférences

#### Journée de Rencontres Européennes des Services à la Personne

Organisée le 24 janvier à Bruxelles dans le cadre de l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle 2012, cette Journée de Rencontres Européennes a accueilli près de 150 participants. Elle avait pour objectif de rassembler les acteurs européens pour échanger autour des enjeux rencontrés par le secteur des services à la personne et de mettre en évidence les réponses développées à tous les niveaux, du niveau local au niveau européen. Animés par une trentaine d'orateurs originaires de 10 pays européens, les débats ont permis de dresser un état des lieux sur la question des services de proximité et d'élaborer des perspectives pour l'avenir. L'Année européenne 2012 offrait une opportunité considérable pour développer les actions dans la sphère européenne des services à la personne étant donné le rôle qu'ils peuvent jouer pour répondre aux besoins de la population vieillissante et permettre aux personnes âgées de conserver une certaine autonomie.

#### La Prévention, une nouvelle piste pour les services à la personne ?

Le Pôle Services à la Personne PACA, l'URIOPSS PACA, le LEST-Université de la Méditerranée et PLS organisaient le 17 février à Marseille, cette journée professionnelle sur le thème « La Prévention, une nouvelle piste pour les services à la personne ? » : actualité du secteur ; table ronde ; débat et échanges étaient au programme.

#### Dépendances et services à la personne en Europe : construire de nouvelles solidarités

C'est dans le cadre de l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle que s'organisait ce colloque le 16 avril à Paris. Ce fut l'occasion de faire émerger des bonnes pratiques sur la question de la dépen-

dance des personnes âgées tant pour les modes de financement, la qualité des soins, la prévention, l'emploi, les services sociaux, le logement, et l'information. Denis Stokkink participait à la table-ronde sur le rôle de l'Europe.

## Services de proximité et nouvelles technologies : quelles bonnes pratiques ?



BRUXELLES, 9 octobre 2012

10-10120	AGISSI
1909-1940	Introduction et présentation de l'école : Franck Coenen, Thème: Table européenne Pour la Solidarité
1945-1930	<b>TABLE RONDE 1 - Le maintien à domicile des personnes âgées dans un environnement sécurisé et de qualité</b> - Sébastien Baudouin, Carrefour - Freya Janssen, Wilt Gele Krach van Vlaanderen <b>Moderation</b> : Alain Willart, Conseil bruxellois de coordination sociopolitique assi (CECS)
1030-1145	<b>TABLE RONDE 2 - La professionnalisation des services d'aide à domicile grâce aux TIC</b> - Dany Vandrompenaech, Fédération bruxelloise d'aide à domicile - Arny Carrel, Agepage (Intégration Cohorté) <b>Moderation</b> : Julia Weidner, Platforme Age
1145-1100	<b>PAUSE CAFÉ</b>
1100-1215	<b>TABLE RONDE 3 - Vers une meilleure inclusion des personnes dépendantes grâce aux nouvelles technologies ?</b> - Van Cesteren et Pleun Dichtvelde, OCME Brugge - Françoise Laurent, Centre de la Galérie <b>Moderation</b> : An Rommel, Kenniscentrum Sociaal Europa
<b>CONCLUSION ET DÉBAT</b>	
1215-124	- Jean-Marie Vanhove, Inclusion Consulting - Denis Stokkink, Président Thème Table européenne Pour la Solidarité
1247-144	<b>NETWORKING LUNCH</b>

PLS organisait ce séminaire le 9 octobre à Bruxelles, en partenariat avec Kenniscentrum Sociaal Europa. Cette rencontre fut l'occasion de présenter les résultats d'une étude sur le recours aux TIC dans les services de proximité belges, soutenue par le Service Public de Programmation Intégration Sociale. Cette étude fait un état des lieux de la situation en Belgique, mis en perspective dans le contexte européen, et en comparaison avec la France et la

Suède. Le séminaire accueillait principalement des acteurs de l'économie sociale, venus nous exposer leurs bonnes pratiques en la matière. Les résultats de l'étude ont également été présentés lors de l'audition « Vieillissement actif et TIC » du 19 septembre organisée par le CESE, ainsi qu'à Marseille lors de la journée « Innovation numérique dans les SAP » organisée le 21 septembre par le pôle SAP de la CRESS PACA.

## Publication

### Etude « Services de proximité et nouvelles technologies : une union prometteuse pour l'économie plurielle »

Le vieillissement de la population entraîne une augmentation du nombre de personnes en situation de dépendance dont la plupart souhaite rester à leur domicile aussi longtemps que possible. En parallèle à cette évolution démographique, l'inéluctable développement des nouvelles technologies ne peut échapper ni aux personnes dépendantes, ni aux services de proximité. Face à ce constat, PLS a réalisé en collaboration avec Kenniscentrum Sociaal Europa, et avec le soutien

du Service Public de Programmation Intégration Sociale, cette étude sur le recours aux TIC dans les services de proximité belges. Elle propose un état des lieux de la situation en Belgique, mis en perspective dans le contexte européen, et en comparaison avec la France et la Suède.

## **EMPLOIS VERTS & INCLUSION SOCIALE**

### **Conférences**

#### **PLS à Séville pour les Emplois Verts**

PLS fut invité, le 22 juin, à participer à une conférence sur les relations entre nouvelles opportunités d'emploi et économie sociale à Séville, organisée par CEPES Andalucia dans le cadre du projet ESEMPLEO. L'objectif de cet événement était de rassembler un panel d'experts européens afin qu'ils présentent les initiatives innovantes de l'économie sociale en matière de création d'emploi au niveau national, en particulier pour les publics les plus fragiles. C'est dans ce cadre que PLS présentait les conclusions de sa dernière publication « Emplois Verts, Une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe ».

#### **Midi de la Solidarité « L'enjeu des emplois verts à Bruxelles »**

Les emplois verts générateurs d'emplois et de croissance sont plébiscités comme une des issues de la crise. PLS organisait ce midi de la solidarité le 28 septembre pour donner des pistes de réponses en présentant l'Alliance Emploi-Environnement et en éclairant sur le concept d'« emplois verts » et leurs opportunités en matière d'inclusion.

#### **Filières vertes & Insertion, pour une croissance intelligente, durable et inclusive : la France à l'heure de l'Europe ?**

Le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI) et le réseau CHANTIER école organisaient cette rencontre, le 31 octobre à Paris, valorisant les filières vertes dans le secteur de l'insertion. Cette rencontre mettait en avant six filières vertes à fort potentiel de développement pour l'activité des entreprises et

chantiers d'insertion, favorisant les passerelles vers emplois pour les salariés en parcours d'insertion. Au programme : une table ronde interactive alternant reportages vidéos d'entreprises et chantiers d'insertion et interventions en panels d'experts de l'emploi et de l'entrepreneuriat social à l'échelle nationale et européenne. L'occasion de démontrer comment les structures d'insertion s'inscrivent pleinement dans la stratégie européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive et de mettre au débat les choix engagés par l'Etat français pour intégrer ces priorités dans la prochaine programmation des fonds européens.

### **Table ronde « Emplois verts »**

A l'occasion de la restitution de l'« étude départementale du potentiel prévisionnel des Emplois verts en Vaucluse » (France), Denis Stokkink était invité à animer la table ronde organisée le 19 décembre pour y comparer des regards croisés et souligner une mise en perspective européenne.

## Publication

### Cahier de la Solidarité « Les Emplois Verts, une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe »



Les emplois verts générateurs d'emplois et de croissance sont plébiscités comme une des issues à la crise. Mais que recouvrent-ils exactement ? Qui concernent-ils ? Quelle place les structures d'insertion peuvent-elles prendre et occupent-elles déjà dans ce contexte ? Dans un nouveau cahier, « Les emplois verts, nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe », PLS répond à ces questions et complète son analyse par un sondage et une enquête de terrain menés auprès des structures d'insertion européennes. L'étude montre que les emplois

verts sont aussi une opportunité pour les personnes en situation de précarité, celles dont le niveau de qualification est relativement faible et celles encore qui sont exclues du marché du travail. Les emplois verts sont-ils un vecteur d'insertion sociale ?

PLS a mené une enquête auprès de près de 200 entreprises d'insertion belges françaises, espagnoles, québécoises, suisses, britanniques et luxembourgeoises dont il ressort assez clairement que les emplois verts constituent une voie de réorientation stratégique très intéressante pour les entreprises d'insertion. Le but est de voir si les emplois verts constituent pour elles de nouvelles possibilités d'insertion. Un secteur potentiellement riche en emplois est également mis en exergue : l'éco-construction.

### Bonnes pratiques européennes

Par ailleurs, PLS a voulu savoir comment les entreprises d'insertion traduisent leur intérêt pour les activités vertes sur le terrain en récoltant des informations

sur la réalité quotidienne de ces structures. Il en résulte un relevé de bonnes pratiques européennes qui démontrent concrètement que les emplois verts sont une opportunité pour bon nombre d'exclus. Une observation attentive des sociétés d'insertion et de leur histoire montre aussi que ces entreprises ne sont pas figées et que leur souci à l'égard des personnes qu'elles accueillent les pousse à évoluer sans cesse. Ce constat confirme ce que révèle le sondage précité. Ces deux enquêtes, qui se complètent, sont étoffées par une analyse fouillée de ce que recouvrent les emplois verts et un survol des politiques européennes, nationales et régionales d'insertion, notamment par le biais d'activités vertes. L'étude débouche sur une série de recommandations.

## HANDICAP

### Projet européen ORA - Handicap et orientation professionnelle



Les personnes handicapées en Europe sont trop souvent orientées par défaut et manquent de soutien dans la construction de leur projet professionnel. Il existe un cloisonnement entre les différents conseillers qu'elles rencontrent tout au long de leur parcours. Cela engendre une offre de services très découpée, dans laquelle l'utilisateur peine à se retrouver, et où le travail

en réseau centré sur le projet professionnel de la personne handicapée est rendu difficile. Cette problématique fait l'objet d'un programme européen encourageant l'échange de bonnes pratiques en matière d'orientation socioprofessionnelle des personnes handicapées et de leur inclusion et la mise en réseau des acteurs concernés.

Le projet ORA prévu de novembre 2011 à décembre 2013 vise à améliorer le processus d'orientation socioprofessionnelle des personnes en situation de handicap. Sa mise en œuvre rassemble sept organisations-partenaires, venant de

quatre Etats membres de l'UE : Belgique (PLS et EWETA), Bulgarie (Confédération du Travail Podkrepa), France (Université Bretagne-Sud, Association de Parents et Amis de Personnes Handicapées Intellectuelles du Valenciennois, et l'ESAT de l'Association des Paralysés de France 'Les Ateliers du Haut Vinage') et Roumanie (Université Petrol-Gaz de Ploiesti). Des groupes de travail se tiennent tout au long du projet afin de produire en commun sur des thématiques valorisables à la clôture du projet.

### Réunion transnationale à Sofia (Bulgarie) les 20 et 21 mars

#### *Cartographie de l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap en Europe*

Ce séminaire avait pour objectif de réaliser un état des lieux de la phase de travail du projet consacrée au transfert vers les partenaires. Lors des travaux de cette rencontre, des définitions communes de l'orientation et du handicap ont été validées.

### Réunion transnationale à Ploiesti (Roumanie) les 27 et 28 juin

#### *Elaboration de la brochure ORA*

Ce séminaire avait pour objectif d'avancer sur la rédaction de la brochure européenne « Culture commune de la notion d'orientation active dans le contexte du handicap ». L'objectif de cette brochure est de présenter les concepts communs en matière d'orientation socioprofessionnelle. Le dépliant de présentation a été finalisé et publié en octobre, il est disponible en quatre langues (anglais, bulgare, français et roumain), et présente les objectifs du projet, les publics cibles et la démarche du projet.

#### *Création du site internet du projet ORA, publication du dépliant de présentation ORA, publication de la brochure européenne ORA et publication de quatre rapports nationaux synthétiques*

Le site internet officiel du projet a été finalisé et rendu public en juin : [www.projetora.eu](http://www.projetora.eu)

## Réunion transnationale à Tournai (Belgique)

### *Accord sur la phase d'expérimentation du projet ORA*

Cette quatrième réunion transnationale a permis d'avancer sur l'aspect « Expérimentation » du projet.

## AUTRES ACTIVITÉS

### Appel à candidatures : Prix de Recherche Caritas

Partenaire de PLS, la Fondation de Recherche Caritas France - Institut de France décernait, en 2012, pour la 3ème année consécutive son prestigieux « Prix de Recherche Caritas », d'une valeur de 10.000 €. L'objectif de ce prix était de participer activement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en France et dans le monde. Ce prix récompense toute recherche, thèse, mémoire ou publication particulièrement innovante, permettant de faire avancer la compréhension des inégalités, leurs causes et conséquences, et de favoriser les initiatives d'action en la matière. PLS avait pour mission de centraliser les candidatures au nombre de 35, dont 12 répondant aux critères du Prix « Jeunes chercheurs » pour l'édition 2012, été sélectionnées. Le jury de la Fondation Caritas France a, sur cette base, attribué le prix à Mme Ana Perrin-Heredia pour son travail sur les « logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. » PLS sera à nouveau sollicité en 2013.

### Consultation « Paquet pour l'emploi »

La Commission présentait son « Paquet pour l'emploi » en 2012 et proposait ainsi des mesures et des solutions en faveur d'une reprise génératrice d'emplois dans l'Union européenne. PLS a, par conséquent, répondu à la consultation publique sur l'exploitation des possibilités de création d'emploi offertes par les services aux personnes et aux ménages. La Commission interrogeait les parties prenantes sur quatre problématiques : le moyen d'améliorer les taux d'emploi dans le secteur des SAP, l'échange d'expériences sur les outils utilisés, les emplois et services de qualité et enfin la professionnalisation des emplois. Dans sa réponse, PLS a souligné l'importance et la pertinence du système des titres-ser-

vices, qui permet à la fois de soutenir et rendre solvable la demande, et de créer des emplois pour des catégories de travailleurs vulnérables : les femmes et les migrants. Nous y avons également préconisé une relation de triangulation (entre l'utilisateur, le travailleur, et l'entreprise prestataire), car ce système garantit une plus grande qualité de la relation usager-bénéficiaire, de la prestation et de l'emploi. De même, nous avons invité la Commission à davantage soutenir les structures de l'économie sociale dans le secteur, au vu de leur expertise, mais aussi de leur position de proximité au plus proche des besoins des utilisateurs. Enfin, nous avons souligné l'importance de la formation ainsi que le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication pour professionnaliser le secteur. Notre réponse à la consultation est disponible sur notre site: [http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/2012\\_08\\_Consultation%20PLS.pdf](http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/2012_08_Consultation%20PLS.pdf)

## AUTRES PUBLICATIONS

### Le rôle des nouvelles technologies en matière d'inclusion sociale : une vision européenne

Les nouvelles technologies et particulièrement les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) nous sont de plus en plus indispensables. Pourtant, l'écart entre les personnes qui ont accès aux TIC, qui savent les utiliser et les autres est défini comme la fracture numérique. Cette fracture « technologique » est généralement le résultat d'une fracture sociale. Mais le fossé ne s'observe pas uniquement au niveau des TIC, elle s'observe dans l'accès et la maîtrise des technologies en général. Comment définit-on la fracture numérique ? L'accès à internet constitue-t-il la seule fracture dont peuvent souffrir les gens ? Comment l'Europe a-t-elle tenté de répondre à cet enjeu de société ? Les technologies sont-elles créatrices de liens ? Voici quelques unes des questions que soulève ce Working Paper.

### Le contexte européen de la qualité de l'emploi

L'enjeu de la qualité de l'emploi a commencé à émerger sur la scène européenne dans le cadre de la première Stratégie Européenne pour l'Emploi (SEE), lancée

lors du Sommet de Luxembourg en 1997. Durant la décennie 2000, le Bureau International du Travail (BIT) a, quant à lui, développé une notion voisine, celle de l'emploi décent qui se situe dans la continuité de la stratégie européenne. Des indicateurs ont vu le jour dans le cadre de la Méthode Ouverte de Coordination (MOC), méthode visant à impulser l'amélioration des politiques publiques dans l'ensemble des Etats membres dans des domaines où l'UE ne peut édicter de règles contraignantes (directives, règlements). L'enjeu pour les années à venir est de redonner force et vigueur à la qualité de l'emploi dans le cadre de la Stratégie Europe 2020, de sorte que l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux s'approprient de manière concrète l'enjeu de la qualité de l'emploi et la déclinent dans l'ensemble de ses thématiques. L'ambition de cette note d'analyse est de soutenir ce travail, en reprenant la genèse de la construction de ces indicateurs, ainsi que les diverses applications qui en sont faites en Europe.

### Les réponses européennes face à la crise économique et financière de 2007 à 2012 : Quelles conséquences et quelle efficacité ?

L'Union européenne fait face à une crise économique et budgétaire sans précédent, elle vit un moment critique de son histoire. De nombreuses mesures ont été déployées pour parvenir au sauvetage de la zone euro ces quatre dernières années. Outre les premières mesures d'urgence (le sauvetage des banques européennes), le Conseil européen a mis en place des fonds d'aide aux Etats en difficulté, des réformes du système financier et des mesures pour une gouvernance économique européenne plus solide telles que le semestre européen, le six-pack, le pacte budgétaire européen, ou le Mécanisme Européen de Stabilisation. Cependant ces solutions impliquent une forte rigueur budgétaire et une austérité qui plombent nos économies. De plus, toutes les solutions envisagées jusqu'à présent sont celles d'une Europe intergouvernementale. Ces choix politiques sont souvent synonymes d'affrontement des intérêts nationaux et de résurgence des rapports de force entre les Etats. Ce Working Paper répond à trois questions fondamentales pour comprendre la situation actuelle : Quelles ont été les mesures prises au niveau de l'Union européenne pour faire face à la crise ? Quelles en sont les conséquences ? Enfin, ont-elles été efficaces ?

## Les politiques européennes de lutte contre la pauvreté : le cas de la Roumanie et la République tchèque

Dans quelle mesure les initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale élaborées au niveau européen sont-elles ressenties au niveau national ? La MOC inclusion sociale, malgré son caractère non-contraignant, a-t-elle un effet sur les politiques publiques des Etats membres. Les considérations résultant de cette analyse liée aux différents concepts théoriques mobilisés, sont appliquées à la situation dans deux pays européens : la République tchèque et la Roumanie. Malgré un passé en quelque sorte similaire (régime communiste), leurs performances quant à ce défi ne le sont pas : la République tchèque est l'un des meilleurs élèves de l'Europe dans ce domaine, alors que la Roumanie, quant à elle, a bien plus de difficultés à le gérer.

# ÉCONOMIE SOCIALE

*Pour faire face aux crises économiques, écologiques, sociales que nos sociétés rencontrent actuellement « l'entreprendre autrement » apparaît comme une voie porteuse de développement économique mais également soucieuse de l'harmonie sociale et environnementale des territoires. L'insertion par l'activité économique, les services sociaux, l'innovation, le développement durable, ... sont autant d'enjeux au cœur de nos sociétés qui trouvent un écho particulier dans le secteur de l'économie sociale. Dans ce contexte, il nous semble que le secteur de l'économie sociale mérite d'être toujours plus soutenu et encouragé. C'est pourquoi PLS s'investit depuis plus de dix ans dans la promotion de nouvelles formes d'entreprendre et n'a pas manqué de travailler sur cette thématique en 2012 : lancement d'un projet inédit d'Observatoire européen de l'Entrepreneuriat social et de l'Economie sociale et solidaire, études sur la réinsertion des détenus en Europe, participation à un projet européen d'insertion de publics précarisés, etc...*

## OBSERVATOIRE

### Observatoire européen de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale (www.ess-europe.eu)



PLS a lancé ce projet inédit : le premier Observatoire européen de l'Entrepreneuriat Social et de l'Economie Sociale et Solidaire. À l'heure où

l'économie sociale est en plein essor en Europe, le besoin d'un lieu de centralisation de l'actualité du secteur en Europe nous est apparu clairement. C'est donc dans l'optique de contribuer à l'échange d'informations et de bonnes pratiques dans le domaine de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social, et de participer activement à l'amélioration de la visibilité dont le secteur a besoin que PLS a pris l'initiative de créer ce site-ressource en 2012. Conçu comme une plateforme d'analyses à destination des professionnels du secteur de l'économie sociale, des décideurs publics et de tout citoyen intéressé par les formes alternatives de produire et de consommer, cet Observatoire s'articule autour de trois grands pôles : l'Union européenne et l'Economie sociale et solidaire ; Pays et entrepreneuriat sociale ; Thématiques de l'entrepreneuriat social. Il offre également une newsletter trimestrielle autour des rubriques suivantes : Interviews, Focus sur une stratégie régionale de développement de l'ESS, Actualités européennes, Dossier spécial, Bonnes pratiques, et Agenda.

**Observatoire Européen de l'Entrepreneuriat Social et de l'ESS**  
European Observatory on Social Enterprises and Social Economy

Accueil A propos Statuts Agenda Newsletters ENG

Search for:  
  
Search

Union européenne et entrepreneuriat social

**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE TRANSFRONTALIER DE L'ESS**

Belgique – Etat des lieux de l'économie sociale à Bruxelles et en

## CONFÉRENCES

### L'économie sociale et solidaire : enjeux et perspectives en Europe

En marge de l'économie de marché motivée par la recherche du profit, le secteur de l'économie sociale et solidaire - SCOP, Mutuelles, activités liées à l'insertion, services à la personne etc.- reste mal connu. Il se caractérise par une gouvernance démocratique, une gestion éthique, un partage égalitaire des salaires et/ou des profits. Denis Stokkink animait ce débat organisé par Le Cercle Condorcet d'Aix-en-Provence, le 16 février à Marseille. Il démontrait comment ce secteur, en plein essor un peu partout en Europe, est appelé à jouer un rôle de plus en plus important, dans le contexte de crise actuelle. <http://www.fail13.org/fede/spip.php?article705>

### Une journée pour discuter des progrès de l'économie sociale et solidaire

La CRESS Rhône-Alpes organisait, le 2 mars, une journée de débat, animée par PLS et ouverte à l'ensemble des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire, pour discuter des développements du secteur. L'objet de cette journée portait sur la question européenne et son rapport à l'Économie Sociale et Solidaire, en particulier sur le développement de l'emploi, l'inclusion sociale au travers du vieillissement actif, l'innovation sociale et le dialogue civil, mais également sur les nouvelles orientations en matière de SSIG, de règles de concurrence.

### ProxPectives

En proclamant 2012 Année Internationale des Coopératives, les Nations-Unies ont voulu souligner l'importance d'un modèle économique capable de conjuguer création de richesse et valeur ajoutée sociale, et rappeler que les coopératives créent des emplois dans tous les secteurs, stimulant l'économie, et répondent aux changements sociaux résultant des diverses crises mondiales. Lors de cette matinée de prospectives, organisée par ProxeMia, coopérative de services, le 11 mai, PLS proposait de tirer un bilan synthétique et des perspectives sur l'entrepreneuriat coopératif, l'entreprise d'insertion en Wallonie, mais aussi le marché des titres-services.

## Politiques et programmes communautaires, un atout pour le développement de l'ESS

PLS assistait à ce séminaire organisé par la CRESS PACA à Marseille le 26 juin. Ce fut l'occasion de rencontrer des acteurs de l'ESS de la Région PACA et d'échanger avec eux sur « les convergences entre les enjeux de développement de l'ESS et les objectifs communautaires » intitulé de la table ronde animée par Denis Stokink. Des questions plus techniques ont également été abordées par le biais d'échange d'outils pour le montage et la gestion de projets. Pour ce séminaire réunissant près de 200 personnes, PLS a réalisé une note de cadrage distribuée à tous les participants reprenant les enjeux de la négociation du budget 2014-2020 et surtout de la réforme des fonds structurels, financements dont les acteurs de l'ESS peuvent le plus profiter pour développer leurs activités, innover et échanger leurs idées. <http://www.pourlasolidarite.eu/La-programmation-budgetaire-2014?lang=fr>

## Partenariat PLS-Chorum-CIDES

En 2012, le partenariat entre PLS et CIDES (Chorum Initiatives pour le Développement de l'Economie Sociale, pôle de recherches et d'actions de Chorum, mutuelle française des acteurs de l'ESS) s'est pérennisé et renforcé. Comme en 2011, les deux organisations ont à nouveau collaboré autour des thématiques liées au développement territorial et à la qualité de l'emploi au travers de veilles, de notes d'analyse et d'études. Ce partenariat a également été marqué par une visite de deux jours à Bruxelles des membres de CIDES pour un séminaire organisé par PLS et intitulé « Emploi décents, emploi de qualité et ESS ». Les différents intervenants des institutions européennes et organes de consultation de celles-ci ont dressé un panorama exhaustif des enjeux européens pour l'économie sociale et solidaire en matière de développement de l'emploi de qualité et ont ainsi pu fournir des clés pour agir au sein des organisations et entre réseaux.

## Journées de l'Association d'Economie Sociale à Aix

PLS participait aux 33èmes Journées de l'Association d'Economie Sociale, grand congrès d'économie sociale, réunissant des universitaires, organisé par le LEST-

CNRS (Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail) les 13 et 14 septembre. PLS présentait, lors des conférences inaugurales, une perspective européenne sur la problématique de l'Europe sociale dans la mondialisation. Cette intervention prenait place au cœur de la thématique générale du congrès « Travail, organisations et politiques publiques : quelle « soutenabilité » à l'heure de la mondialisation ».

### Europe, territoires et Economie sociale et solidaire

Les organisations de l'Economie sociale et solidaire sont présentes dans tous les secteurs d'activité. L'économie sociale développe une approche originale en poursuivant une finalité sociale par des activités économiques au service du territoire. Denis Stokkink intervenait lors de ce colloque organisé par la CRESS Bourgogne et Chorum le 5 novembre.

### Les ESIE, bonnes pratiques et enjeu

Cette conférence organisée par la HES-SO, le 6 novembre, réunissait l'ensemble des entreprises sociales d'insertion par l'économie de Suisse. Elles prennent progressivement leur place dans les politiques sociales suisses. Denis Stokkink intervenait pour y traiter du contexte européen et animait la table ronde sur le thème « Cleantech et économie verte : une opportunité pour les ESIE ».

## PROJETS EUROPÉENS

### Work in Stations: Working on Re-inclusion Know-how in European train stations

PLS a participé à ce projet d'une durée d'un an (programme Progress), piloté par l'Agence nouvelle des Solidarités actives (ANSA). Son coup d'envoi fut donné les 27 et 28 mars à Paris. Il vise à la réinsertion professionnelle dans et autour des gares européennes. Il tente de développer des coopérations économiques et de construire de nouvelles formes d'insertion professionnelle à partir des gares de capitales européennes. Les gares sont, en effet, le lieu de stationnement et de rassemblement de personnes en situation d'exclusion mais aussi la base de flux

économiques importants : elles sont donc un objet idéal pour créer des dispositifs d'insertion professionnelle. Trois gares participent au projet : à Bruxelles (Bruxelles Central), Paris (Paris Nord-Est) et Rome (Roma Termini). Trois types d'acteurs sont réunis : les autorités publiques locales, les entreprises ferroviaires et les acteurs de l'insertion par l'activité économique. L'objectif est de créer des modèles de coopération innovants en matière d'insertion autour du territoire économique des gares.

PLS a participé à WORK in Stations au printemps et à l'été 2012 en tant que chargé de l'étude des potentiels locaux de Paris et Bruxelles (définition de groupes cibles, analyse des potentiels socio-économiques des territoires, identification d'actions pertinentes, préconisation de partenariats innovants, ...).

### Projet Leonardo Mobiliy -Stages en économie sociale à Bruxelles pour dix Espagnols

Dans le cadre du programme Leonardo da Vinci financé par la Commission européenne, PLS, en partenariat avec CEPES-Andalucía, a organisé à nouveau le séjour de 10 participants espagnols à Bruxelles, de février à juillet. Ce stage de cinq mois permettait aux jeunes Espagnols de se spécialiser en économie sociale et d'en découvrir les enjeux au niveau européen. De plus, les participants ont eu l'opportunité d'améliorer leur français, leur anglais, et de découvrir au quotidien un nouveau pays.

## PUBLICATIONS

### *Etude*

#### L'économie sociale, acteur clé de l'innovation sociale en Europe

Depuis quelques années, l'Union européenne et plusieurs Etats membres misent sur l'innovation sociale pour relancer l'économie et résoudre certains problèmes sociaux. Mais qu'est-ce que l'innovation sociale ? En quoi l'économie sociale est-elle particulièrement innovante ? Comment l'Europe promeut-elle les pratiques sociales innovantes ? L'Avise a publié une fiche de sa collection « Les Repères » intitulée « L'innovation sociale en Europe » à laquelle PLS a contribué et qui répond à ces questions.

### *Working paper*

#### La réinsertion des détenus

L'économie sociale fait ses preuves en tant que réelle alternative économique dans ce domaine en empruntant de nouvelles voies pour l'insertion de personnes en difficulté sur le marché du travail. Les détenus font partie de ce groupe « à difficultés », stigmatisés et exclus par leur séjour en prison. Ainsi, l'économie sociale - et plus précisément l'économie sociale d'insertion - fait un pari sur le long terme au bénéfice individuel et sociétal. L'insertion par l'activité économique consiste à mener un projet économique dont la finalité est la réinsertion des personnes les plus exclues du marché du travail (sans emploi, difficultés sociales et professionnelles particulières, etc.) en leur proposant des contrats de travail en vue de faciliter leur insertion.

#### Perspective de la réinsertion des détenus dans l'Union européenne

Les personnes considérées comme étant socialement exclues sont celles qui « ne peuvent participer pleinement à la vie économique, sociale et citoyenne et/ou dont l'accès à un revenu et à d'autres ressources (personnelles, familiales, sociales et culturelles) est inadapté, au point qu'elles ne peuvent bénéficier d'une

qualité et d'un niveau de vie considérés comme acceptables par la société dans laquelle elles vivent » (Gallie et Paugam 2002). C'est tout l'enjeu de l'économie sociale et solidaire, acteur essentiel dans le domaine de l'insertion par l'activité économique car, les acteurs de l'économie sociale mettent en place de multiples initiatives dans l'objectif de réinsérer les détenus au travers. Cette note d'analyse propose de mettre en perspective les différentes modalités de réinsertion des détenus dans l'UE.

### L'insertion des détenus en Allemagne

Cette note d'analyse s'attache à cerner l'économie sociale et solidaire en Allemagne, sa conception et son ampleur, avant de présenter le cadre législatif de la détention pénitentiaire et les mesures d'insertion existantes.

### La réinsertion des détenus par l'activité économique en France

En dépit de l'écueil que représentent les prisons pour les différents gouvernements qui se sont succédés, la France souhaite améliorer les choses dans ce domaine en orientant ses prochaines mesures vers une prise en compte plus efficace des moyens de réinsertion du détenu, avant, pendant et après la peine d'incarcération. Cette note d'analyse interroge le rôle et la reconnaissance de l'ESS dans la réinsertion des détenus par l'activité économique en France.

### La réinsertion des détenus en Italie

La loi italienne encourage l'insertion professionnelle des prisonniers et anciens prisonniers. Un certain nombre de bonnes initiatives ont été mises en œuvre, offrant un emploi et une dignité à quelques prisonniers. L'espoir est que la tendance positive se poursuive et, que de plus en plus de prisonniers puissent trouver une nouvelle place dans la société. C'est ce qu'analyse ce working paper.

### La réinsertion des détenus en Wallonie et à Bruxelles. Quelles perspectives ?

Ce working paper a suivi de près les travaux et les efforts menés par la Concertation des Associations Actives en Prison (CAAP) afin de rassembler les diverses

initiatives dans les Régions wallonne et bruxelloise, de les coordonner mais aussi de ramener les expériences de terrain au niveau politique.

### Les Fonds européens

Le Fonds Social européen (FSE) dans le budget européen 2014-2020 : état des lieux et enjeux pour l'économie sociale.

Cette note d'analyse retrace les grandes lignes de la politique de cohésion et du Fonds social européen (FSE), fonds vital pour l'économie sociale avec laquelle il partage des objectifs d'inclusion sociale et un caractère innovant. L'étude répertorie et décortique les changements et les opportunités que le FSE pourrait offrir pour 2014-2020.

Ce working paper répertorie donc des outils pour bien saisir la nouvelle portée de la politique de cohésion afin que, plus que jamais, l'économie sociale et solidaire soit un pilier du modèle économique européen et une réponse innovante à la crise !

### Le Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le budget européen 2014-2020 : état des lieux et enjeux pour l'économie sociale

Pour les acteurs de l'ESS, le Fonds européen de développement régional (FEDER) représente un moyen de diversifier leurs ressources et de ne pas se reposer uniquement sur le Fonds social européen, analysé dans la première édition de cette étude sur les fonds structurels. En effet, cette note d'analyse répertorie et décortique les changements dans la politique de cohésion et démontre que le FEDER pourrait offrir de nouvelles opportunités pour l'ESS dans la nouvelle programmation budgétaire 2014-2020. Désormais intégré dans un « cadre stratégique commun » avec tous les fonds de la politique de cohésion, le FEDER devrait donc aider les formes alternatives d'entrepreneuriat à offrir une réponse à la crise et à réaliser pleinement l'objectif de croissance inclusive.

## L'initiative européenne en matière d'entrepreneuriat social

Pour faire face aux différentes crises qui ébranlent le modèle européen depuis 2008, la nouvelle stratégie « Europe 2020 » définit trois objectifs qui doivent se renforcer mutuellement : une croissance intelligente, une croissance durable et une croissance inclusive. Dans cette lignée, l'année 2011 confirme la volonté de l'Union européenne de promouvoir, par le biais de l'innovation sociale, de nouvelles formes d'entreprendre plus adaptées aux besoins actuels. L'entreprise sociale, issue du secteur de l'économie sociale, apparaît comme un nouvel acteur économique dans le paysage européen, aux côtés de l'entreprise classique et des pouvoirs publics. Elle est porteuse d'une croissance plus élargie qui s'inscrit, via l'innovation sociale, dans une logique de marché intérieur européen réorienté vers plus de performance économique, sociale et environnementale. Pour développer l'entrepreneuriat social en Europe, la Commission propose un plan d'action reposant sur trois grands points, qui sont analysés dans cette note d'analyse.

## Que fait l'Europe pour l'entrepreneuriat social ?

L'année 2011 fut certainement celle de l'entrepreneuriat social. En effet, la Commission s'est emparée du développement de ce type d'entrepreneuriat au travers de la programmation de nouveaux financements ou par l'intégration de l'entrepreneuriat social comme l'un des piliers de l'Acte pour le marché unique. Cet intérêt de la Commission européenne pour l'entrepreneuriat social s'est manifesté, d'une part, par la programmation de nouveaux financements européens pour l'entrepreneuriat social dans le cadre de la refonte de la politique de cohésion sociale et territoriale européenne pour 2014-2020 et, d'autre part, par l'intégration de l'entrepreneuriat social comme l'un des 12 piliers de l'Acte pour le marché unique (Single market Act) adopté en avril 2011. Face à l'ambiance maussade de la sphère économique et financière, il semblerait que la Commission se tourne résolument vers l'économie sociale et le potentiel, encore trop peu exploité, des « entreprises sociales » pour répondre aux différentes crises qui secouent l'Europe dans son ensemble. Par différentes mesures, elle tente

donc de construire un écosystème européen propice au déploiement de ce type d'économie et d'acteurs.

### *Autres working papers*

#### Le tiers secteur allemand en plein essor : comparaison germano-française

En Allemagne, les autorités publiques, les chercheurs, et les entreprises sociales elles-mêmes, n'ont que trop peu conscience de leur appartenance au tiers secteur. En effet, les difficultés commencent dès la recherche d'un terme équivalent à « économie sociale et solidaire », « tiers secteur » ou « secteur non-lucratif », qui n'ont pas d'équivalent direct (reconnu) en Allemagne. Pourtant, le tiers secteur y est très étendu et son importance s'amplifie constamment. Il est donc temps d'observer de plus près le tiers secteur allemand, en comparant son développement historique, son ancrage juridique et la situation actuelle avec celle de son voisin français, où l'économie sociale et solidaire existe de longue date et est ancrée dans les discussions politiques, constituant un panorama très différent de la situation outre-Rhin. Cette note d'analyse espère ainsi pouvoir tirer des conclusions sur le développement futur de l'économie sociale en Europe.

#### Fédéralisme (macro) et Economie Sociale (micro) : une finalité coopérative partagée ?

Au niveau macro-économique, le fédéralisme est en expansion car de plus en plus de pays le voient comme une méthode possible pour gouverner les diversités en expansion dans un monde sans cesse en mutation. Au niveau micro-économique, l'économie sociale, et tout particulièrement le modèle coopératif, est de plus en plus mentionnée comme une autre voie possible pour entreprendre, plus équilibrée, plus soutenable. Si l'équilibre fédéraliste est susceptible d'être menacé par le fonctionnement du modèle économique dominant qui, en entraînant hausse du chômage et perte de légitimité démocratique accroît la montée du nationalisme et l'évanouissement des solidarités, alors le contrepoids stabilisateur que tente d'amener l'économie sociale pourrait permettre un certain rééquilibrage. Dès lors, quels sont les liens entre fédéralisme et économie sociale

? Sur quelles bases ces deux courants macro et microéconomiques peuvent-ils se compléter et se renforcer mutuellement pour apporter des réponses innovantes face à l'enlèvement actuel ? Comment l'économie sociale peut-elle utiliser ses atouts pour faire basculer nos sociétés, à la manière du jeu de dominos de la construction européenne, vers une transition juste basée sur la coopération entre individus ?

### L'économie sociale, acteur du développement durable ?

L'économie sociale et le développement durable sont devenus, depuis une vingtaine d'années, des concepts de plus en plus mobilisés dans le monde politique et économique. Souvent décriés, parfois vidés de leur contenu, ils n'en restent pas moins porteurs d'innovation et de changements profonds.

Si l'économie sociale désigne en premier lieu un secteur économique promouvant l'éthique, la solidarité et l'égalité, le développement durable est, lui, un processus global qui prend en compte l'aspect environnemental, social et économique dans la gestion de la société. Cette note analyse différents domaines où économie sociale et développement durable se rejoignent. La question se pose alors de savoir si, finalement, un acteur de l'économie sociale prendra toujours en compte, dans sa démarche, l'aspect environnemental. En d'autres termes, est-ce que l'économie sociale est une composante du développement durable ?

### Dialogue social et qualité de vie au travail : les innovations dans l'économie sociale et solidaire en Europe

Le travail joue un rôle majeur dans la vie des individus, dans le fonctionnement des entreprises et dans la société dans son ensemble. Depuis sa création, l'Union européenne (UE) accorde de plus en plus d'attention à l'emploi et l'amélioration des conditions de travail constitue l'un de ses principaux objectifs politiques. En vertu de l'article 151 du Traité sur le fonctionnement de l'UE, les Etats membres doivent contribuer de façon collective à la « promotion de l'emploi » et à « l'amélioration des conditions de vie et de travail » « permettant leur égalisation dans le progrès ». Le dialogue social européen est reconnu comme

un élément fondamental du modèle social européen. Inscrit dans les Traités<sup>1</sup>, il prend progressivement forme au sein de la gouvernance de l'Union européenne. Le dialogue social européen constitue aujourd'hui un véritable espace de négociation entre les partenaires sociaux (représentants européens des travailleurs et des employeurs) et les institutions européennes. Il se compose d'un dialogue tripartite avec les autorités publiques européennes et d'un dialogue bipartite qui se déroule à deux niveaux distincts : interprofessionnel et sectoriel. Ce dialogue a permis d'adopter plusieurs dizaines de textes contribuant à définir les normes sociales européennes. Il intervient ainsi en complément des pratiques nationales respectives du dialogue social dans la plupart des Etats membres. Cette note d'analyse entend investiguer l'apport de l'ESS en la matière.

### Les entreprises d'insertion dans la Stratégie Europe 2020

Dans un contexte européen marqué par les problèmes de la crise économique et financière, du chômage structurel, et de l'inadéquation des qualifications de la main-d'œuvre avec le marché de l'emploi, les entreprises d'insertion proposent des réponses innovantes et inclusives. Cette note définit l'entreprise d'insertion et décline ses caractéristiques sociales pour déterminer comment l'Europe peut rendre la Stratégie 2020 effective grâce au marché unique et au budget accordé aux fonds structurels de la politique de cohésion. Ce sont ces instruments qui doivent être le plus mobilisés par les entreprises d'insertion sur le plan opérationnel.

### Les emplois de qualité et l'ESS dans six axes européens

La Commission européenne identifie douze leviers pour stimuler la croissance et restaurer la confiance en l'UE. Pour chacun d'entre eux, elle propose que l'UE adopte une action clé. Parmi ces différents leviers mentionnés, un point porte sur « l'entrepreneuriat social ». L'action qui lui est associée porte sur l'amélioration de la législation permettant de créer un cadre européen qui faciliterait le développement des fonds d'investissement solidaire, et qui amplifierait l'effet des initiatives nationales en ouvrant à ces fonds les opportunités du marché unique.

Cette note d'analyse se propose d'investiguer la portée de cette action sur la qualité des emplois et de l'ESS.

### Quelles possibilités d'insertion pour les publics éloignés de l'emploi à Bruxelles ?

Bruxelles fait l'objet d'un « paradoxe urbain » assez courant : ville pourtant assez riche et active, la fracture sociale en son sein est de plus en plus importante et le taux de chômage atteint des records par rapport au reste du pays. Les différentes formes de l'économie sociale apparaissent alors comme les formules humaines et efficaces les plus adaptées. Dès lors, les activités économiques classiques comme celles des gares et les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle de l'économie sociale représentent un potentiel de réinsertion pour différents types de publics bruxellois qui, pour diverses raisons, sont éloignés du marché de l'emploi. Cette note analyse les possibilités d'insertion pour ces publics et ses perspectives d'emploi dans et autour du territoire spécifique des gares

# DIVERSITÉ & RSE

*Croisement entre le monde des entreprises et le monde associatif, la RSE permet d'apporter de nouvelles opportunités en matière sociale mais également un apprentissage mutuel dans bien des domaines. Actif depuis toujours dans la RSE, PLS a décidé de participer à la mise en relation de ces deux mondes et d'optimiser leurs chances de complémentarités. Afin de lier les paroles aux actes, PLS soutiennent des actions de parrainage de chercheurs d'emplois par des employés d'entreprises, accroissant ainsi leurs chances sur le marché du travail et leur permettant d'élargir leur réseau social.*

## OBSERVATOIRE

### Observatoire européen de la diversité (www.diversite-europe.eu)

La diversité est un concept récent qui représente un enjeu essentiel de nos sociétés, car elle recouvre des considérations d'ordre économique, social et culturel. La diversité définit de manière positive la lutte contre les discriminations liées à l'âge, au handicap, à l'orientation sexuelle, à la race ou l'origine ethnique, à toutes formes de convictions (religieuses, politiques, philosophiques)... L'une des dimensions importantes de la promotion de la diversité est l'intégration de tous sur le marché du travail, selon le principe de l'égalité de traitement. Cet observatoire, répertoriant plusieurs outils (newsletters, publications, bonnes pratiques) se veut une plateforme européenne à destination des entreprises, des décideurs politiques et sociaux, mais aussi des particuliers qui désirent en savoir plus sur l'état de la Diversité en Europe.

**OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE LA DIVERSITÉ**

Accueil Qu'est-ce que la Diversité ? Partenaires Evénements Info » Contact

**Seuls 45,8 % des immigrés ont un travail en Belgique**

**Les 50 meilleures PME françaises dirigées par des femmes**

Les entreprises dirigées par des femmes seraient plus performantes, selon une étude du fonds d'investissement spécialisé Women Equity...

**Seuls 45,8 % des immigrés ont un travail en Belgique**

En 2011, le taux d'emploi des résidents de Belgique nés hors de l'Union européenne s'élevait l'année dernière à 45,8...

**INSCRIVEZ-VOUS À LA NEWSLETTER**

**Solidarité**

Une initiative du Think Tank européen Pour la Solidarité

Cet observatoire est une plateforme européenne à destination des entreprises, des décideurs politiques et sociaux, mais aussi des particuliers qui désirent en savoir plus sur l'état de la Diversité en Europe.

Retrouvez des infos détaillées, une newsletter trimestrielle, des publications, des bonnes pratiques, des projets

EVÉNEMENTS

## PROJETS

### Projet parrainage : Mentor U



Ce projet est réalisé avec le soutien du Ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi, Benoît Cerexhe. Cet accompagnement personnalisé de demandeurs d'emploi (parrainés) rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle est réalisé par des personnes volontaires salariées (parrains) dans le cadre d'un mécénat de compétences déterminé par l'entreprise. Plus qu'une aide technique sur l'élaboration d'un CV ou la préparation à un entretien d'embauche, le parrainage procure une écoute, un soutien moral,... mais également une meilleure compréhension du monde de l'entreprise, et finalement l'ouverture d'un carnet d'adresses. Calibré sur 6 mois, un parrain salarié d'une entreprise accompagne un parrainé chercheur d'emploi, au travers d'un plan d'actions élaboré en commun par le binôme et coordonné par une structure de liaison. Résultat : un don de temps, une relation sincère, des contacts et surtout l'emploi ! 8 entreprises de taille et de secteurs variés ont déjà répondu présentes et proposent plus de 5 parrains/marraines ! Des hommes et des femmes, actifs dans le monde de l'entreprise, qui ont l'envie, la volonté, la motivation d'accompagner d'autres hommes et femmes dans leur recherche d'emploi. 20 candidats parrainés se sont lancés dans l'aventure grâce à une collaboration avec Actiris, les Missions locales de Forest, Saint-Josse et Schaerbeek, avec l'ALE d'Ixelles, Cenforgil, CF2M et le CEFAID.

### Les défis de l'emploi : tous acteurs !

Conférence-débat organisée par l'ADIC sur les défis de l'emploi, PLS y présentait, le 6 février, le projet de parrainage de chercheurs d'emploi [www.mentorU.be](http://www.mentorU.be). La réforme de l'État ainsi que les défis et enjeux, multiples déterminants pour l'avenir, l'éducation des plus jeunes à l'accompagnement des plus âgés, en passant par l'encouragement de la diversité dans l'embauche et le soutien aux nouveaux

entrepreneurs, autant de sujets que PLS invitait à débattre en présence du Ministre bruxellois de l'Emploi, Monsieur Benoît Cerexhe.

## Move4Jobs

La commune d'Ixelles, sous l'impulsion de son échevin de l'Emploi, Bea Diallo, rééditait sa formule de la Semaine de l'Emploi sous une forme plus innovante : organiser tout au long de 2012, quatre événements liés à l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale. Toutes les infos : [www.move4jobs.be](http://www.move4jobs.be)



- › **Event 1** - Le bon profil en quelques clics : Conférences et ateliers organisés le 29 février à Bruxelles sur les thèmes « Réseaux sociaux et recherche d'emploi » et « Recrutement 2.0. Une solution pour toutes les entreprises ». Les chercheurs d'emploi ont été guidés dans le labyrinthe des réseaux sociaux et les ateliers pratiques afin de leur permettre d'être actifs instantanément.
- › **Event 2** - Bien dans mes bottes, bien dans mon job ! : Conseils, ateliers pratiques, tendances, promulgués le 19 avril par des experts en matière de communication non verbale et d'image de soi.
- › **Event 3** - Brussels Job Marathon : Course de 4.2 km autour des étangs d'Ixelles le Brussels Job Marathon réunissait des équipes mixtes composées de représentants d'entreprises et de chercheurs d'emploi prenant le départ pour une

même destination : l'emploi et le fun ! La 3ème édition du BJM s'est déroulée le 1er juin, dans le cadre de MOVE4JOBS. Cette journée accueillait deux événements en un : un mini-marathon et un JobSquare où les entreprises rencontraient les candidats à l'emploi. A la clé de cet événement, un coaching de boxe avec Bea Diallo, échevin de l'Emploi de la commune de Ixelles, ex-champion du monde de boxe et initiateur du Brussels Job Marathon.

- › **Event 4** - Ce job-là, c'est mon genre ! : Projection-débat était pour traiter des « orientations forcées », pour « faire émerger des vocations » et casser les préjugés. Entreprises, fonds de formation et salariés sont venus témoigner, échanger et apprendre.

## CONFÉRENCES

### Séminaire « Les primo-arrivants face à l'emploi »

Ce séminaire, organisé le 20 janvier, fut l'occasion d'identifier et analyser les facteurs et les instruments favorisant l'accès à un emploi sur le marché du travail légal ainsi que ceux permettant de lutter efficacement contre le travail illégal auquel les primo-arrivants sont particulièrement exposés. Les actes de ce séminaire ont contribué à alimenter le cahier de la solidarité « Primo-arrivants » proposant une série de recommandations concrètes et développant des indicateurs et une méthode d'évaluation afin de mesurer l'intégration des primo-arrivants sous cet angle spécifique de l'accès à un travail légal ou illégal.

### Code d'éthique pour les employeurs européens

PLS participait à l'audition publique relative à l'introduction d'un Code d'éthique pour les employeurs européen, organisée le 19 avril par le Comité économique et social européen (CESE). Le Code d'éthique énonce de façon générale les principes et les valeurs que devrait respecter une économie européenne éthique.

Les intervenants se sont exprimés sur ce Code d'éthique et ont débattu sur l'issue de ce document. Les participants ont pour la plupart évoqué l'initiative

positive du CESE dans un contexte de crise et de défiance envers les entreprises. Le lien qui existe entre éthique et RSE a été soulevé par certains intervenants ; cependant le CESE a tenu à différencier ces deux notions. Les limites découlant de ce Code ont également été évoquées : le manque de distinction claire entre employeurs et entreprises ; le caractère volontaire du Code ; la question du contrôle ou encore le manque de dialogue social.

### Quinzaine de la diversité : tous acteurs pour le respect de la Diversité !

Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, le Secrétaire d'Etat bruxellois pour l'Égalité des Chances, Bruno De Lille, chargeait PLS d'organiser le colloque d'ouverture de la Quinzaine de l'Égalité des chances et de la Diversité du 9 au 25 novembre 2012. Ce colloque d'ouverture était placé sous le thème « Tous acteurs pour le respect de la Diversité ! » et mettait en évidence, au travers de quatre focus, des acteurs bruxellois œuvrant pour une société plus égalitaire avec pour sujets : la déconstruction des stéréotypes ; le renforcement du dialogue ; la promotion des attitudes non-violentes et le respect des droits fondamentaux.

## PUBLICATIONS

### Cahiers de la Solidarité

#### Parcours d'intégration à Bruxelles et en Wallonie Qu'en est-il en matière d'emploi ?



À l'heure où le débat sur l'instauration d'un parcours d'intégration s'inspirant de l'inburgering flamand anime la scène politique en Belgique francophone, il est nécessaire de faire le point sur la situation à Bruxelles et en Wallonie. Et si des politiques étaient déjà menées par les pouvoirs publics pour faciliter cette intégration ? Et si des associations et des entreprises étaient déjà actives dans ce domaine ? Y a-t-il un décalage entre la réalité et les débats politico-médiatiques ? Dans un nouveau Cahier, PLS répond à ces questions et, bonnes pratiques à l'appui,

analyse l'intégration des personnes primo-arrivantes sous l'angle de leur accès au marché du travail et de la lutte contre le travail illégal. L'emploi joue en effet un rôle décisif dans le processus d'intégration des primo-arrivants. Au travers de cette étude, PLS dresse un état des lieux des politiques européennes, fédérales, communautaires, régionales et communales et des pratiques des associations et des entreprises relatives aux facteurs d'intégration socioéconomique encore trop peu mis en avant dans les discussions actuelles. Enfin, ce Cahier débouche sur une série de recommandations concrètes, notamment par l'identification des éléments dont les pouvoirs publics bruxellois et wallons pourront tenir compte dans leurs débats pour l'élaboration d'un parcours d'intégration.

### Les politiques de l'Union européenne pour l'emploi des primo-arrivants : quelles mesures pour aider l'accès à l'emploi et lutter contre le travail illégal ?

Les flux de populations sont de plus en plus importants, rendant nécessaire une prise en charge active des phénomènes migratoires par les pouvoirs publics. Le contexte de crise économique et les instabilités politiques, telles que le Printemps arabe dans les pays tiers, ne font qu'accroître l'attractivité de l'Union européenne (UE) pour leurs ressortissants. L'UE a décidé de s'occuper en priorité de la migration économique et a dès lors mis en place une série de législations et d'instruments afin de favoriser l'accès à l'emploi pour les primo-arrivants tout en luttant contre le travail illégal, réalité encore très présente pour ces populations. La question est de savoir si les instruments et législations mis en place atteignent leurs objectifs. Sont-ils proportionnés ? Ont-ils des effets indésirables ? Voilà les questions traitées par cette note d'analyse.

### Quels droits pour les personnes LGBT dans l'Union européenne ?

Depuis une vingtaine d'années, l'Union européenne se consacre de plus en plus à la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT). Pour la première fois, en 1999, le Traité d'Amsterdam mentionne explicitement et protège l'orientation sexuelle. La Charte des droits fondamentaux interdit également toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Depuis une vingtaine d'année, l'Union européenne se consacre de plus en plus à la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT). Cette analyse fait un état des lieux de ces droits et de leur évolution.

# PARTICIPATION CITOYENNE

*La citoyenneté européenne recouvre bien plus que la liberté de mouvement ou qu'un ensemble de droits formels. Aussi, PLS souhaite promouvoir une citoyenneté active au travers de toutes les dimensions de la participation, car celle-ci ne peut se résumer au droit de vote, mais couvre toutes les actions qu'une personne peut entreprendre pour le vivre ensemble dans une société démocratique, quels que soient sa nationalité et le pays où elle réside. La citoyenneté, tant locale qu'européenne, est le fondement principal du politique et de la cohésion sociale. Au travers de ses activités menées en 2012, PLS a mis sa volonté en pratique : motiver les habitants de tout Etat européen à devenir acteur/trice de ce mouvement au fin d'une citoyenneté européenne ; encourager l'Union Européenne à s'engager positivement dans la défense de ses principes fondamentaux : les droits humains, la démocratie, l'égalité et la liberté...*

## OBSERVATOIRE

### Observatoire de la citoyenneté en Europe (www.beingcitizen.eu)

Being Citizen est une plateforme d'information sur la citoyenneté en Europe. Vous y trouverez des informations, des ressources, des bonnes pratiques, des événements...

Plus d'info sur le projet : [www.beingcitizen.eu](http://www.beingcitizen.eu)

The screenshot shows the homepage of the Being Citizen website. At the top, there is a navigation bar with the following menu items: News, Réflexions & analyses, En direct des institutions, Initiatives citoyennes, and Ressources. Below the navigation bar, the main content area features a large blue banner for the 'FORUM ON CIVIL DIALOGUE & PARTICIPATION' on January 28, 2013. The banner includes the text 'FORUM DU DIALOGUE CIVIL & DE LA PARTICIPATION' and 'À l'occasion de l'ouverture de l'Année européenne des citoyens'. To the right of the banner, there is a text block titled 'Le 28 janvier au CESE - JDE62' which discusses the participation of migrants in the European Year of Citizens. Below the text, there are links to 'Télécharger le programme' and 'S'inscrire!'. On the right side of the page, there is a sidebar with a logo for 'Access to Rights and Civil Dialogue for all' and a vertical menu with buttons for News, A propos, Ressources, and Agenda. The website also has a language selector for 'Français' and 'English'.

## **PROJETS EUROPÉENS**

### **Access to Rights & Civil Dialogue for ALL – [www.beingcitizen.eu](http://www.beingcitizen.eu)**

Ce projet soutenu par la DG Justice de la Commission européenne, permet à PLS et ses partenaires de s'interroger sur la citoyenneté européenne et la façon dont celle-ci s'exprime lorsque l'on vit dans un autre Etat membre. Prévu sur une durée de deux ans, ce projet vise à sensibiliser les citoyen(ne)s européen(ne)s vivant dans un Etat membre autre que le leur, à la question de la participation à la vie politique locale et européenne. Il a aussi pour objectif de favoriser la participation des associations de citoyen(ne)s européen(ne)s issu(e)s d'un autre Etat membre, et notamment des associations de femmes, à prendre part plus activement au dialogue civil dans leur pays de résidence. Le projet se déploie dans 5 pays européens, chaque partenaire choisissant une communauté étrangère spécifique. Ainsi, l'Italie et l'Espagne travaillent avec la communauté roumaine, la Grèce s'intéresse aux immigrés Bulgares et la France s'active autour des résidents portugais. En Belgique, PLS travaille avec des associations polonaises et leur propose des formations sur la démocratie participative et le dialogue civil.

### **Rencontre à Athènes pour former à la citoyenneté, les 27 et 28 mars**

en présence d'experts en formation, afin d'élaborer ensemble un curriculum de formation en vue d'organiser des formations à la citoyenneté à destination de migrants intra-communautaires.

### **Campagne de sensibilisation à destination des polonais, les 13 et 31 mai ainsi que 2 formations à la citoyenneté les 2 et 9 juin**

à destination des personnes-clés et responsables d'associations polonaises afin de contribuer au potentiel d'intégration et de participation de l'ensemble de la communauté polonaise en Belgique.

## Séminaire national : Candidats et électeurs d'origine étrangère face aux élections

Ce séminaire organisé le 2 octobre proposait d'interroger les liens entre participation et intégration, au travers de l'enjeu des élections communales. Au delà des considérations idéologiques, cet événement entendait investiguer les possibilités de dialogue et de participation pour tous au travers de bonnes pratiques et d'expériences personnelles, mais souhaitait également laisser s'exprimer des candidats d'origine étrangère, témoins de première ligne.

## Réunion des partenaires à Paris les 22 et 23 octobre

L'objectif de cette réunion était d'évaluer l'avancement du projet, de discuter des résultats des programmes de formation et de préparer la conférence finale du projet, prévue le 28 janvier 2013.

## Action et réflexion pour les citoyens engagés

Le programme « L'Europe pour les citoyens. » met en avant l'histoire et les valeurs communes de l'Europe et favorise un sentiment d'appartenance à la façon dont l'UE se développe. L'un des volets du programme est l'Action 2 « Une société civile active en Europe ». Cette action vise à aider et à encourager les organisations de la société civile à collaborer au niveau européen, de façon à favoriser l'action, le débat et la réflexion dans le domaine de la citoyenneté européenne et de la démocratie, des valeurs partagées, de l'histoire commune et de la culture. PLS est partenaire de ce projet aux cotés de quatre organisations européennes, et s'est rendu à Bucarest le 15 mars pour rencontrer quatre groupes de réflexion européens venus de Roumanie, Slovaquie, Pologne et Belgique afin d'échanger sur des cas pratiques de participation citoyenne. Des débats sur l'intégration, les politiques et valeurs de l'UE afin d'améliorer notre compréhension mutuelle ont été proposés lors de cette rencontre afin d'accroître la conscience de l'impact sociétal des politiques de l'UE. La participation sous-entend l'implication des citoyens dans les processus de décision. Les questions qui se sont posées et qui ont permis d'avancer dans le débat, concernaient les acteurs impliqués ainsi que leur légitimité dans les processus de décision. PLS a tenté d'identifier les

avantages et les limites de la participation, les actions menées et les résultats en termes de décisions finales. En conclusion, ces questionnements, à travers l'analyse des différentes pratiques, ont permis de répondre à la question du potentiel démocratique de chacune des différentes formes de participation.

### **Flash-It : de la recherche à la prise de décision**

Depuis novembre 2011, PLS participe au projet FLASH-IT (Facilitating Access to Socio-economic Research through Information and Communications Technologies), financé par la Commission européenne au travers du 7ème programme cadre « Socio-economic Sciences and Humanities » (SSH). Coordonné par le partenaire italien APRE ([www.apre.it](http://www.apre.it)), ce projet contribue au développement de l'influence de la recherche sur le processus décisionnel, face aux priorités de la stratégie Europe 2020, au travers d'une diffusion effective des premiers résultats obtenus par les projets du 7ème Programme Cadre dans le thème SSH.

Prenant en compte les évolutions continues de l'Espace européen de la recherche et suivant le fil amorcé par la stratégie Europe 2020, ce projet a analysé tous les projets financés depuis 2007 dans la ligne SSH, sous l'angle des priorités Europe 2020. Ce projet a également diffusé les résultats pertinents pour les acteurs décisionnels, pas uniquement via les canaux d'information traditionnels, mais également grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le site du projet - [www.flash-it.eu](http://www.flash-it.eu) - permet la consultation de la base de données reprenant les notes d'orientation, les rapports de recherche et les informations techniques produits par les 68 projets financés répertoriés sous la ligne SSH du 7ème Programme Cadre. Les principaux acteurs intéressés par les résultats de FLASH-IT sont les décideurs politiques, les chercheurs, l'industrie, les médias ou encore les organisations de la société civile. Pour plus d'information sur le projet ou pour avoir accès à des ressources complémentaires sur des recherches SSH pertinentes pour les acteurs décisionnels, enregistrez-vous sur le site web de FLASH-IT : <http://flash-it.eu/registration-form>.

## Fessud - Financialisation, Economy, Society and Sustainable Development

Le projet FESSUD est un projet mené par PLS depuis 2011 pour une durée de 5 ans. Il adopte une approche pluridisciplinaire qui vise à forger des alliances à travers les sciences sociales, afin de comprendre comment la finance peut mieux répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux. Son objectif est de déterminer les changements structurels et les implications politiques de la financialisation dans 15 pays européens. Le projet réunit l'expertise de plusieurs grandes universités afin de donner un regard nouveau sur la façon dont le système financier influe sur le monde. Plus d'info sur le site du projet : [www.fessud.eu](http://www.fessud.eu)

Welcome to the new website of the european FESSUD project

**FESSUD**  
Financialisation, Economy, Society & Sustainable development

EUROPEAN COMMISSION  
European Research Area  
Seventh Framework Programme  
Funded under Socio-economic Sciences & Humanities

HOME ABOUT FESSUD WHO WE ARE RESEARCH CONTENT PUBLICATIONS PROJECT IDENTITY POLICY ISSUES

FESSUD is a multidisciplinary, pluralistic project which aims to forge alliances across the social sciences, so as to understand how finance can better serve economic, social and environmental needs.

**The Project**  
FESSUD brings together expertise from many leading universities to look afresh at how the financial system affects the world around us. We need to know what can be done to make the financial system work for society, the

**Why is FESSUD important ?**  
The Financialisation, Economy, Society and Sustainable Development (FESSUD) project explores the nature of the relationship between financialisation (the processes of the growth of the importance of financial

**12 Work Packages**  
The FESSUD project is made up of a team of economists and other social scientists from across Europe and South Africa, working at 14 leading universities and one European non-government organisation. The project

**The Coordinator Group**  
The Coordinator Group (CG) is made of components of the Coordinating Partner (University of Leeds), Namely Professor Malcolm Sawyer (Leeds University Business School, LUBS), Professor Andrew Gouldson (ESRC

## PUBLICATIONS

### *Working papers*

#### La démocratie participative, une opportunité pour encourager la participation des personnes en situation d'exclusion

Le contexte politique actuel est plutôt favorable à l'émergence de nouvelles modalités de participation citoyenne. Pourtant, Les démarches participatives font face à plusieurs défis qui peuvent très rapidement prendre la forme d'obstacles. Parmi ceux-ci, la représentativité du public présent constitue un enjeu crucial. Les populations défavorisées ne sont en effet que très rarement, ou mal représentées dans les processus participatifs d'élaboration des politiques publiques. Cette analyse revient notamment sur différentes pistes pour encourager la participation des personnes en situation d'exclusion. La citoyenneté doit être perçue comme un outil favorisant l'intégration sociale et offrant une opportunité de dépasser la problématique de l'inclusion et non l'inverse. Ce working paper reprend une contribution de Pour la Solidarité à une étude réalisée par le Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique (CBCS), la Fédération des centres de service social (FCSS), le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté (FBLP) et l'Agence Alter, sur la participation des pauvres, publiée dans le dernier numéro de la revue 'Bruxelles informations sociales'.

#### L'Union Européenne et le « Printemps arabe »

La Méditerranée est une région stratégique pour l'Europe, et ce depuis de nombreuses années. Les années 1970 marquent le début des relations euro-méditerranéennes mais il faut attendre les années 1990 pour que celles-ci prennent de l'ampleur et se transforment en un partenariat institutionnalisé. Le « printemps Arabe », tel qu'il a été baptisé dans les médias, désigne une série de révolutions et de soulèvements qui ont eu lieu au Maghreb, au Mashrek, et dans certains pays de la péninsule Arabique. Cette série de mouvements politiques et sociaux a surpris tout le monde y compris les dirigeants de ces pays pourtant installés au pouvoir, pour certains, depuis des dizaines d'années. Les bouleversements de

l'année 2011 ouvrent aussi la voie à la définition de nouveaux modèles pour ces pays. La société civile et les acteurs de l'économie sociale ont un rôle important à jouer dans la reconstruction et la transition du bassin méditerranéen. Cette note d'analyse questionne l'avenir des relations euro-méditerranéennes. En effet, l'Union pour la Méditerranée créée en 2008 n'a pas apporté de réponse aux révolutions mais l'Europe ne peut pour autant se permettre d'ignorer la région.

## Candidats et électeurs étrangers face aux élections en Belgique

### *Le 14 octobre en Belgique*

tous les citoyens sont allés aux urnes. Théoriquement tout citoyen européen résidant en Belgique a le droit de participer et de se présenter aux élections communales, ainsi qu'aux élections européennes, qui constituent un moyen important de faire entendre sa voix et d'assurer une représentation des communautés étrangères au niveau local. Cependant, par manque d'information ou d'incitation, leur participation à la vie politique reste encore trop faible. Ce working paper interroge les liens entre participation et intégration, au travers de l'enjeu des élections communales. Car le mouvement doit être double : autant les communautés étrangères peuvent jouer un rôle « moteur » dans la participation active de leurs ressortissants, autant le système politique belge devrait être ouvert aux candidats de tous les horizons, ce qui n'est pas toujours aussi évident qu'il n'y paraît.

# DEVELOPPEMENT DURABLE & TERRITORIAL

*2012 a été marqué par les espoirs déçus du Sommet des peuples. Rio + 20 s'est en effet conclu sur l'accord des 194 chefs d'État autour d'un texte que beaucoup d'observateurs ont qualifié de « régressif ». Pourtant, l'urgence socio-économique et environnementale est là. C'est pourquoi nous avons lancé plusieurs projets, événements et publications sur les enjeux d'un développement plus durable, en questionnant les politiques actuelles et en cherchant des pistes originales et innovantes aux défis économiques, sociaux et environnementaux.*

# LOGEMENT DURABLE

## OBSERVATOIRE

### Observatoire européen du logement durable ([www.logementdurable.eu](http://www.logementdurable.eu))

L'« Observatoire Européen du Logement Durable », se définit comme une plateforme européenne en matière de construction et rénovation durables à destination des professionnels, des décideurs politiques et économiques, mais aussi des particuliers qui désirent accéder à une information détaillée et régulièrement mise à jour sur le logement durable en Europe.

Largement étoffé, cet Observatoire fournit à la fois de la documentation de fond (législations, primes, normes, rapports,...) permettant de bien cerner les bases théoriques, pratiques et normatives du domaine, mais aussi des informations concrètes sur les innovations ou matériaux durables et les projets pilotes en Europe et à Bruxelles, par exemple en matière de d'auto-réhabilitation des logements ou d'éco-quartiers, ainsi que de nombreuses références de publications.

En complément de l'Observatoire, une newsletter trimestrielle offre un tour d'horizon du logement durable en Europe, en se penchant plus particulièrement sur les régions de Belgique, du Luxembourg, de la France et de la Suisse, afin de suivre de près un domaine en évolution constante et de connaître les dernières nouveautés en matière d'innovations et de projets concrets. Plus d'info : [www.logementdurable.eu](http://www.logementdurable.eu)



## CONFÉRENCES

### Le logement face à la crise : quelles initiatives pour se loger de manière citoyenne, accessible et durable ?

PLS organisait ce midi de la solidarité le 8 mars à Bruxelles traitant du logement décent dans un contexte de crise économique. Cette problématique concerne de nombreux européens, qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts entre augmentation des prix de l'énergie et difficultés d'accès à la propriété face à une pression sur l'immobilier. Mais tout le monde n'a pas nécessairement les moyens de rénover son logement en profondeur, ni d'acheter un bâtiment sobre en dépenses énergétiques. Cependant, des initiatives, souvent citoyennes, émergent un peu partout en Europe. Des petits travaux de rénovation par des entreprises sociales aux Community Land Trusts, les citoyens se mobilisent afin de garantir l'accès à un logement décent pour tous.

### Foire du livre 2012

PLS y exposait ses publications et animait le débat sur la « Lutte contre la vacance immobilière à Bruxelles ». La comparaison entre le volume de logements vides à Bruxelles (15 000 à 30 000) et les listes d'attente, imposantes, pour intégrer le logement social (38 000 demandeurs) est révélatrice d'un malaise dans le logement à Bruxelles. Pourquoi cette inoccupation endémique ? Comment concevoir la lutte même contre ce phénomène ? Les intervenants, Didier Gosuin (Bougmestre d'Auderghem), Christophe Doukeridis, (Secrétaire d'Etat au Logement au MRBC), Béatrice Laloux (Union des propriétaires) ont tenté de nous éclairer le 2 mars sur cette problématique. [www.foiredulivredebruxelles.be](http://www.foiredulivredebruxelles.be)

## PUBLICATION

### Le logement face à la crise: quelles initiatives pour se loger de manière citoyenne, accessible et durable ?

Se loger décentement dans un contexte de crise économique est de plus en plus difficile pour de nombreux Européens, qui ne parviennent plus à nouer les deux

bouts confrontés à l'augmentation des prix de l'énergie et aux difficultés d'accès à la propriété. Cependant, des initiatives, souvent citoyennes, émergent un peu partout en Europe. Des petits travaux de rénovation par des entreprises sociales aux Community Land Trusts, les citoyens se mobilisent afin de garantir l'accès à un logement décent pour tous. Cette note d'analyse fait le point sur ces initiatives permettant de se loger de manière citoyenne, accessible et durable.

## EMPLOIS VERTS & DÉVELOPPEMENT DURABLE

### CONFÉRENCES

#### Séminaire de réflexion « Manières vertes pour métiers verts ? »

Le CSEF Charleroi et l'AID Soleilmont organisaient le 20 mars, ce séminaire autour du « verdissement » d'une compétence, d'un métier, d'une formation... Une grille de lecture était proposée et des présentations successives de scénarios fictifs et/ou réels pour permettre de mesurer leur niveau de pertinence et leur exhaustivité. L'événement, soutenu par la Wallonie, fut renforcé par la présence des cabinets ministériels de M. André Antoine et M. Jean-Marc Nollet. Denis Stokkink y présentait les enjeux du développement durable pour l'inclusion sociale et l'insertion professionnelle dans le secteur de l'économie sociale.

#### Table-ronde « Emplois verts et Economie sociale et Solidaire »

Animée par Denis Stokkink, le 27 novembre, cette table-ronde portait sur les emplois verts et leur définition comme des métiers qui contribuent, de près ou de loin, à préserver l'environnement. Ils se situent à la rencontre entre l'idéal de développement durable et la réalité sociale du marché du travail. Les synergies, entre le concept de développement durable et économie sociale et solidaire sont fortes, et les emplois verts en font partie.

## PROJET

### PECEID : Un projet européen pour lier création d'entreprise et développement durable

Le développement durable peut s'insérer d'autant plus facilement dans les pratiques des entreprises lorsque la réflexion sur les enjeux sociaux, économiques et écologiques se fait dès le lancement de l'entreprise. C'est pourquoi, il est primordial que les organisations actives dans l'accompagnement à la création d'entreprises puissent offrir des outils aux entrepreneurs afin de les aider à insérer le développement durable dans l'élaboration du projet. Pour ce faire, quoi de plus intéressant que d'échanger nos bonnes pratiques entre pays européens ?

En partenariat avec Inter-Made (France), RPIC (Slovaquie) et CEPAC (République Tchèque), PLS participait au projet Grundtvig « Partenariat Européen pour une Création d'Entreprise Innovante et Durable » (PECEID). Ce projet européen visait à faire se rencontrer des organisations actives dans l'accompagnement à la création d'entreprises.

Ce projet, lancé en 2010, a déjà fait l'objet de plusieurs visites entre les quatre partenaires à Marseille (France), Komarno (Slovaquie), Olomouc (République Tchèque) et Bruxelles (Belgique). Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger sur les concepts de développement durable et de RSE, de visiter des entreprises et des accompagnateurs à la formation d'entreprise, et de réaliser un petit film reprenant les interviews d'entrepreneurs de différents pays européens sur leurs pratiques et réflexions en matière de développement durable. PLS a accueilli la dernière réunion à Bruxelles, les 23 et 24 février, rencontre au cours de laquelle les quatre partenaires ont préparé un guide de bonnes pratiques marquant l'aboutissement de ce projet qui sortait en juin, guide disponible sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu). Les 10 et 11 mai, PLS et Groupe One (structure bruxelloise de sensibilisation, accompagnement et formation de futurs entrepreneurs durables), ont rencontré à Marseille le partenaire Inter Made, couveuse d'activités à vocation régionale dédiée à l'ESS. Cette visite fut l'occasion pour ces deux struc-

tures d'accompagnement à la création d'entreprises de discuter de leurs pratiques communes, d'échanger sur des moyens innovants d'insérer le développement durable dans la création des entreprises et de rencontrer des porteurs de projets marseillais. Enfin, le projet a été clôturé lors d'un séminaire à Komarno le 28 juin. Les conclusions du guide et le film réalisé y ont été présentés.

## PUBLICATIONS

### Le principe de précaution : d'un concept à son application politique...et polémique !

Le principe de précaution est devenu, depuis 20 ans, un principe fondamental de toute la législation européenne. Sujet hautement politique et souvent caricaturé, il n'en reste pas moins un principe d'action et de politique publique. Au départ limité au champ de l'environnement, son application fut élargie à d'autres domaines tels que la santé publique ou la sécurité alimentaire. La précaution est aujourd'hui un outil de politique publique visant à éviter tout dommage découlant d'un risque incertain. Mais, que l'on regarde le cas des OGM ou de la crise H1N1, il semble, avec le recul, que les décisions prises en vertu du principe de précaution, n'ont pas toujours été suffisamment réfléchies lorsqu'il fallait agir dans l'urgence... Cette note d'analyse interroge l'écart entre le concept et son application politique.

## FORMATIONS

Dans la continuité des formations organisées antérieurement et pour remplir pleinement notre rôle d'accompagnement des acteurs de l'économie sociale et des pouvoirs publics dans leurs activités d'envergure européenne, PLS a proposé un certain nombre de formation.

### *Formation de stagiaires*

L'un des aspects de la formation chez PLS est de pouvoir dispenser à des stagiaires une méthode, un savoir faire sur les thématiques qu'il propose. Ainsi PLS a accueilli tout au long de 2012 plusieurs stagiaires. Ils ont été une aide précieuse à la réalisation des différents projets et ont pu bénéficier d'un accompagnement et de formation personnalisés sur les projets européens.

### *Interventions dans les universités et hautes écoles*

Denis Stokkink, président de PLS est intervenu dans les universités, hautes écoles et instituts de Promotion et de Formation Continue suivantes :

- › **IRTS Lille** : Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement Social ou de Service d'Intervention Sociale ;
- › **EPFC** : Post-graduat en gestion d'entreprises sociales
- › **CNAM Lille**
- › **ULB** : Formation continue : Certificat de Management associatif
- › **Haute Ecole Paul Henri Spaak** : Master en Ingénierie et Action sociales

### *Autres formations*

### 30 janvier - Economie Sociale et Solidaire et l'Europe pour KPMG

KPMG, membre du réseau KPMG international, est le premier groupe français de services pluridisciplinaires (audit, expertise comptable, conseil, juridique et fiscal).

KPMG propose des interventions en audit légal, expertise comptable et conseil. Dans ce dernier registre, KPMG accompagne notamment les grands groupes dans le cadre missions relatives à la mise en conformité avec les lois et règlements en vigueur, la création de valeur pendant et après les opérations de fusions/acquisitions, l'optimisation des processus de mesure et de gestion de la performance, le contrôle des systèmes d'information financiers et de gestion ainsi que la maîtrise des risques de fraude. Les équipes déploient les compétences indispensables à la compréhension des particularités de chaque secteur. Par ailleurs, KPMG a développé des pôles de compétences dédiés pour assister les entreprises dans l'optimisation de leur gestion courante et dans le cadre d'événements exceptionnels. Cette formation visait à renforcer la vision européenne de KPMG en matière d'économie sociale et solidaire.

### Quels métiers fait-on dans un Think Tank ?

PLS a participé à l'enquête « Guide des métiers : Les Think Tanks », menée par deux étudiants de l'IEP de Strasbourg. Portant sur les profils et compétences nécessaires aux différents métiers exercés au sein des Think Tanks européens, l'étude met en avant des variables structurelles intéressantes... et vous aidera à comprendre le travail des personnes derrière ces « laboratoires d'idées » européens.

# PLS & LES MEDIAS

*Afin d'accroître l'impact de ses activités et d'influencer les décideurs socio-économiques, PLS veut accentuer sa présence dans le paysage médiatique. En dehors d'Internet, il a déjà fait parler de lui sur les ondes de la radio francophone belge La Première, ainsi que dans la presse écrite quotidienne ou périodique. L'ensemble de ces apparitions médiatiques se trouve sur son site internet.*

### Face à l'Info - 23/01/2012 - La crise chez les personnes âgées

Face à l'Info, c'est une demi-heure de rencontres, d'analyses et de mises en perspectives des temps forts de l'information et des tendances de fond de la société contemporaine. C'est la confrontation des histoires, des enjeux, des mémoires, des possibles... Politique belge et internationale, grands faits de société, culture, économie, sports, sciences, autant de sujets et d'angles d'attaque... Invités : Denis Stokink, PLS ; Sébastien Delfosse, Fédération européenne des Services à la Personne ; Marthe Nyssens, UCL.

### Social Planet : Réseau social de l'initiative sociale et solidaire en Europe

Relais d'information de notre Observatoire de l'Entreprenariat social et de l'Economie sociale en Europe

- › [http://www.social-planet.org/v2/pg/blog/read/105891/le-think-tank-eu-ropen-pour-la-solidarit-lance-son-nouvel-observatoire-euopen-consacrentrepreneuriat-social-et-lconomie-sociale-en-europe?utm\\_source=All+Members+Social+Planet+-+5+juin&utm\\_campaign=a54adcf89e-Newsletter\\_septembre\\_2012&utm\\_medium=email](http://www.social-planet.org/v2/pg/blog/read/105891/le-think-tank-eu-ropen-pour-la-solidarit-lance-son-nouvel-observatoire-euopen-consacrentrepreneuriat-social-et-lconomie-sociale-en-europe?utm_source=All+Members+Social+Planet+-+5+juin&utm_campaign=a54adcf89e-Newsletter_septembre_2012&utm_medium=email)
- › « Les fonds structurels dans le budget européen 2014-2020 : état des lieux et enjeux pour l'économie sociale (1) – Le Fonds social européen »
- › **Newsletter NPDC**, Nord-Social Info : <http://www.nord-social.info/spip.php?article861>
- › **VIIDEO** : <http://www.viideo.com/hub/forums/detaildiscussion/?containerId=002gx3jb0z9dy47&forumId=0021x6u8y8l5h3iv&action=messageDetail&messageId=0021dxmvhb4feaso>
- › **AVISE** : <http://www.avise.org/spip.php?article2143>
- › **Site RTES** : <http://rtes.fr/Une-etude-pour-mieux-mobiliser-les>

- › **Recma** : <http://recma.org/node/1701>
- › **Atelier IDF** : <http://www.atelier-idf.org/breves/2012-02-17,fse-ess-europe.htm>
- › **Miroir social** : <http://www.miroirsocial.com/membre/stokkink/post/fonds-social-europeen-et-economie-sociale-et-solidaire>
- › **ES-info mars 2012 SAW-B** : [http://www.saw-b.be/es\\_archives/es-infos-87--mars-2012/](http://www.saw-b.be/es_archives/es-infos-87--mars-2012/)

### LES BLOGS DE PLS

- › **Blog La Libre** : <http://europeetsolidarite.lalibreblogs.be>
- › **Facebook**: <http://www.facebook.com/pages/Pour-la-Solidarite%C3%A9/156347597747639>
- › **Twitter**: [https://twitter.com/PLS\\_News](https://twitter.com/PLS_News)
- › **ISSUU**: <http://issuu.com/pourlasolidarite>
- › **Flickr** : <http://www.flickr.com/photos/pourlasolidarite/>